



Elections européennes du 9 juin 2024

Motion de lutte contre l'extrême droite

Bureau national CFDT Cadres

Bruxelles, le 5 octobre 2023

C'est une première pour l'Union Européenne. Depuis un an bientôt, l'un de ses pays fondateurs, l'Italie, est gouverné par l'extrême droite...et ce n'est pas le seul pays d'Europe ! La Hongrie et la Pologne avaient déjà ouvert le bal respectivement en 2010 et 2006.

En Lettonie et en Finlande, les partis d'extrême droite participent aux exécutifs de leur gouvernement. En Suède, pas encore assez influente pour diriger un gouvernement, la formation aux racines néonazies « les Démocrates de Suède », a néanmoins signé un accord gouvernemental avec les libéraux, les chrétiens-démocrates et les conservateurs, reléguant à la minorité le parti social-démocrate depuis des décennies au pouvoir. Aujourd'hui, le gouvernement suédois propose d'obliger les fonctionnaires à dénoncer les sans-papiers avec lesquels ils sont en contact.

Comme le montre l'exemple suédois, les partis extrémistes n'ont pas toujours besoin de l'emporter dans les urnes pour imposer leurs thèses. Au Danemark, « les sociaux-démocrates » sont sortis vainqueurs des élections législatives de novembre 2022, en épousant les positions anti-immigrés des partis populistes au nom de la défense du « Welfare State » qui ne serait pas extensible à tout le monde.

Si l'on ajoute à cela que pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne Fédérale, l'extrême droite dirige une collectivité territoriale avec 53% des voix dans un district de plus de 55.000 habitants, on ne peut que s'alarmer en constatant que le repli identitaire européen progresse dangereusement.

A l'approche des élections européennes en juin 2024, l'inquiétude monte face à ce repli qui entache également l'Autriche, les Pays-Bas, la Grèce ou encore l'Espagne et le Portugal.

La France n'est pas en reste avec le Rassemblement national qui est donné, selon un sondage IFOP, 1^{er} parti de France avec près de 26% de voix en sa faveur. Le cumul des intentions de vote au profit du RN, associé à Reconquête et Debout la France pourrait même atteindre 35% des voix !

L'expansion des thèses extrémistes, y compris parmi certains syndicats, est donc devenue une réalité que nous devons affronter et combattre, car si au sein de chaque pays, les partis extrémistes défendent des mesures différentes en fonction des enjeux nationaux, le risque à l'échelle européenne sera leur capacité à s'unir et faire sauter les digues entre la droite conservatrice et l'extrême droite, laissant place à des alliances dévastatrices pour nos démocraties et la justice sociale.

L'indice d'Analyse et d'Alerte Républicaine et Démocratique (AARD) produit par le Camp des milles ne cesse de glisser vers la zone de bascule conduisant de la démocratie à la dictature ou au génocide. Comme il est possible de lire dans la conclusion de leur dernière mesure : « *Sur le long terme, l'indice fait ressortir une autre conclusion majeure, convergente avec nos analyses qualitatives : Nous serions aujourd'hui en France au début de l'étape 2 du processus historiquement récurrent dans les grands crimes de masse¹, celle qui ouvre la possibilité d'une évolution institutionnelle vers l'instauration d'un régime autoritaire. Autre point essentiel : les analyses du processus soulignent aussi que la résistance à l'engrenage antidémocratique est possible* ». Pour autant, il est vite « *trop tôt d'être trop tard à réagir* ».

L'extrême droite est par essence antisyndicale.

Dans ce contexte, le Bureau national de la CFDT Cadres réaffirme son opposition inconditionnelle aux idées d'extrême droite et aux thèses extrémistes quelle que soit leur origine. Nous continuerons de combattre les partis politiques qui prônent la haine, le sexisme et le racisme car ils sont en totale opposition avec nos valeurs humaniste et républicaine.

Le Bureau national de la CFDT Cadres défend la démocratie, l'émancipation, la solidarité, la laïcité et la solidarité sans distinction d'origine, de nationalité, de croyance ou d'orientation sexuelle. Nous rejetons toute forme de discrimination. Le Bureau national de la CFDT Cadres se mobilise pour accroître la place des femmes dans la société.

Nous revendiquons la légitimité des corps intermédiaires comme acteurs de la construction des politiques publiques et en particulier sur toutes les questions liées au monde professionnel et de la société civile. Jouant le rôle essentiel de « contre-pouvoir », ils sont le point d'équilibre qui permet de garantir que la décision politique s'inscrive dans la recherche du bien commun.

Cette revendication prend toute son acuité comme clé de voute de notre démocratie sociale face au large discrédit de la classe politique exprimé aujourd'hui par nombre de citoyens.

C'est pourquoi, le Bureau national de la CFDT cadres n'aura de cesse de déconstruire point par point les thèses des partis d'extrême droite qui voudraient bâillonner les droits individuels et collectifs des citoyens, au profit d'une société discriminante et sectaire, incompatible avec ce que nous sommes et ce que nous portons.

En cette période électorale européenne, le Bureau national de la CFDT Cadres se mobilisera, autour de ses valeurs au niveau des territoires et des lieux de travail, pour rappeler l'importance de porter et renforcer la démocratie sociale en Europe.

¹ Ce processus comporte 3 étapes cf « Le Vertige Identitaire | Alain Chouraqui | Actes Sud | 2022 »